La empresa española ante la adhesión a las Comunidades Europeas (10 mayo 1984)

Source: Secretaría de Estado para la Unión Europea, Madrid, 1016.1. III. ESP 8c), 10.05.1984.
Copyright: (c) Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación de España
URL: http://www.cvce.eu/obj/la_empresa_espanola_ante_la_adhesion_a_las_comunidades_europeas_10_mayo_1984-fr-6aa5ff4e-4e90-4256-a2de-464526fd6ab0.html
Date de dernière mise à jour: 20/02/2014

11.187 c)
organiz. empres.
1016.1.III ESP
8 c) ORG. EMPR.

CONFEDERACION ESPAÑOLA
DE ORGANIZACIONES EMPRESARIALES

LE PATRONAT ESPAGNOL FACE A L'INTEGRATION EUROPEENNE

(DISCOURS PRONONCÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA CEOE, M. CARLOS FERRER, À FONTAINEBLEAU, LE 4 JANVIER 1984, À L'OCCASION DE L'INAUGURATION DES COURS DE L'INSTITUT EUROPÉEN D'ADMINISTRATION DES AFFAIRES).

MESDAMES, MESSIEURS,

C'EST UN HONNEUR POUR MOI DE PRENDRE LA PAROLE À L'OCCASION DE L'INAUGURATION DES COURS DE CETTE PRESTIGIEUSE INSTITUTION, QUI MÈNE À BIEN LA REMARQUABLE TÂCHE DE MISE À JOUR ET DE PERFECTIONNEMENT DES TECHNIQUES DE GESTION DES ENTREPRISES AU NIVEAU EUROPÉEN.

LE THÈME DE MON ALLOCUTION SERA LE SUIVANT: L'ESPAGNE, FACE AU PROCESSUS D'INTÉGRATION EUROPÉENNE. CE THÈME, SUGGÉRÉ PAR LA PRÉSIDENCE DE L'INSEAD, NE PEUT ÊTRE JE CROIS PLUS ADÉQUAT POUR DES CITOYENS EUROPÉENS CONSCIENTS DE LEURS RÉALITÉS.

A TRAVERS LA CEOE, CONFÉDÉRATION ESPAGNOLE DES ORGANISATIONS D'ENTREPRISES, LE PATRONAT ESPAGNOL A DEPUIS TOUJOURS PRÊTÉ LA PLUS GRANDE ATTENTION À CETTE QUESTION.

NOUS PENSONS QUE L'HORIZON DES ENTREPRISES ESPAGNOLES NE POURRA PAS S'ÉCLAIRCIR TANT QUE NE SERONT PAS PRÉCISÉES LES CONDITIONS DE L'INTÉGRATION DE NOTRE ÉCONOMIE DANS L'ÉCONOMIE COMMUNAUTAIRE. ET CES ÉCLAIRCISSEMENTS SONT NÉCESSAIRES CAR, DANS LEUR ATTENTE, C'EST UNE INCERTITUDE SUPPLÉMENTAIRE QUI GUETTE LE CHEF D'ENTREPRISE ET QUI COMPLIQUE

CVCE www.cvce.eu

ENCORE L'ÉLABORATION DE LA STRATÉGIE DE CHAQUE FIRME, SI DIFFICILE À PRÉCISER DANS LE MONDE TROUBLÉ OÙ IL NOUS EST DONNÉ DE VIVRE.

EN OUTRE, L'ADHÉSION AUX COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES NOUS INTÉRESSE DANS LA MESURE OÙ ELLE DONNERA LIEU À UNE MODERNISATION ET À UNE PLUS GRANDE COMPÉTITIVITÉ DE NOS ENTREPRISES.

IL S'AGIT D'UNE OPÉRATION ENTRAÎNANT UN COÛT CONSIDÉRABLE POUR LES ESPAGNOLS, CELUI D'UNE PLUS GRANDE PÉNÉTRATION SUR NOTRE MARCHÉ DES PRODUITS INDUSTRIELS ÉTRANGERS QUI DOIT ABSOLUMENT, POUR QUE L'OPÉRATION EN QUESTION SOIT FAISABLE, ÊTRE COMPENSÉE PAR LES AVANTAGES POUVANT DÉRIVER DE L'APPLICATION À L'ESPAGNE DE CERTAINES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, COMME PAR EXEMPLE LA POLITIQUE AGRICOLE ET LA POLITIQUE RÉGIONALE, ENTRE AUTRES.

MAIS, POUR QU'IL EN SOIT AINSI, IL FAUT QUE LA COMMUNAUTÉ, UNE FOIS SURMONTÉE SA CRISE ACTUELLE, DEVIENNE CETTE ORGANISATION FORTE, CAPABLE DE DÉVELOPPER TOUTE CETTE SÉRIE DE POLITIQUES COMMUNES QUI, AU-DELÀ DU SIMPLE LIBRE-ÉCHANGE INDUSTRIEL, FONT LA DIFFÉRENCE ENTRE L'AMBITIEUX PROJET COMMUNAUTAIRE ET LES MODESTES VUES D'UNE ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE. CECI IMPLIQUE, ÉVIDEMMENT, QU'IL FAILLE DÉMÊLER LE NOEUD GORDIEN DE L'IMBROGLIO AGRO-BUDGÉTAIRE QUI NOUS A AMENÉS À LA DÉLICATE SITUATION QUE NOUS CONNAISSONS.

PERSONNELLEMENT, J'AI L'IMPRESSION QUE LES PROBLÈMES AGRICOLES ET BUDGÉTAIRES DE LA COMMUNAUTÉ EXISTENT, TOUT AU MOINS A L'ÉTAT LATENT, DEPUIS QUE, DÉBUT 1962, ONT ÉTÉ JETÉES LES BASES DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE. ILS SE SONT ACCENTUÉS PLUS TARD LORS DE L'ADHÉSION À

LA COMMUNAUTÉ D'UN PAYS IMPORTANT, LE ROYAUME-UNI, QUI A APPORTÉ DES VUES DIFFÉRENTES, EN CONFLIT AVEC CELLES QUI AVAIENT INSPIRÉ LA COMMUNAUTÉ ORIGINALE, DANS LES DOMAINES TANT AGRICOLE QUE BUDGÉTAIRE. RÉCEMMENT, CES PROBLÈMES AUXQUELS J'AI FAIT ALLUSION SE SONT ENCORE ACCENTUÉS, SONT DEVENUS ENCORE PLUS ÉVIDENTS LORSQU'ON A ESSAYÉ DE DONNER UNE SOLUTION DÉFINITIVE AUX DÉSÉQUILIBRES FINANCIERS DANS CERTAINS ETATS MEMBRES ET LORSQUE, SIMULTANÉMENT, ON EN EST ARRIVÉ AU POINT LE PLUS ÉPINEUX DES NÉGOCIATIONS D'ADHÉSION DE L'ESPAGNE ET DU PORTUGAL.

MAIS, J'INSISTE, C'EST BIEN AVANT QUE SONT APPARUS CES PROBLÈMES, LORS DE LA MISE AU POINT DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE.

EN EFFET, CETTE POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE A TOUT D'ABORD ÉTÉ CONÇUE EN FONCTION D'UNE SENSIBILISATION PARTICULIÈRE À L'EUROPE HUMIDE, C'EST-À-DIRE EN FAVORISANT LA PRODUCTION DE CÉRÉALES, DE PRODUITS LAITIERS ET DE VIANDE, PLUTÔT QUE CELLES TYPIQUEMENT MÉDITERRANÉENNES COMME LES FRUITS, LES LÉGUMES ET LE VIN. DES PRIX INTÉRIEURS ÉTAIENT GARANTIS POUR LES PRODUITS DU PREMIER GROUPE, ALORS QU'ON NE PRÉVOYAIT POUR CES DERNIERS QU'UNE PROTECTION FACE AUX MARCHANDISES IMPORTÉES, SANS MÉCANISMES DE SOUTIEN DES PRIX À LA PRODUCTION. FACE AU NOUVEL ÉLARGISSEMENT, LES AGRICULTEURS COMMUNAUTAIRES N'AURAIENT DONC RIEN À CRAINDRE SI LE PAYS CANDIDAT À L'ADHÉSION ÉTAIT UN GRAND PRODUCTEUR DE CÉRÉALES, DE PRODUITS LAITIERS OU DE VIANDE CAR, MÊME SI L'OFFRE AUGMENTAIT À L'INTÉRIEUR DE LA COMMUNAUTÉ, ILS SERAIENT TOUJOURS DÉFENDUS PAR LES PRIX GARANTIS. PAR CONTRE, LORSQUE LE PAYS ADHÉRANT À LA COMMUNAUTÉ EST UN PRODUCTEUR IMPORTANT DE PRODUITS MÉDITERRANÉENS, LA SITUATION EST TRÈS DIFFÉRENTE CAR, NON SEULEMENT LES BARRIÈRES PROTECTIONNISTES ACTUELLES CESSERONT DE FONCTIONNER POUR CES MARCHANDISES

CVCE www.cvce.eu

CONFEDERACION ESPAÑOLA
DE ORGANIZACIONES EMPRESARIALES

-PUISQU'ELLES NE LE FONT QUE POUR DES MARCHANDISES ORIGINAIRES DE PAYS TIERS - MAIS, EN PLUS, SI, À LA SUITE DE L'AUGMENTATION DE L'OFFRE INTÉRIEURE LES COTISATIONS AMORÇAIENT UN BAISSE, IL N'Y AURAIT AUCUN MÉCANISME PERMETTANT DE FREINER LA CHUTE DES PRIX À LA PRODUCTION.

D'AUTRE PART, COMME VOUS LE SAVEZ, IL A ÉTÉ DÉCIDÉ DEPUIS LE DÉBUT QUE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE DEVAIT ÊTRE FINANCÉE EN COMMUN PAR TOUS LES ETATS MEMBRES, ET NON PAS PROPORTIONNELLEMENT À LEURS PRODUCTIONS ET EXPORTATIONS AGRICOLES, SINON FONDAMENTALEMENT EN FONCTION DE LEURS IMPORTATIONS AGRICOLES OU INDUSTRIELLES DE PAYS TIERS. CE CRITÈRE PAS TRÈS RÉALISTE DEVAIT FORCÉMENT CRÉER DES DIFFICULTÉS, SURTOUT À PARTIR DE L'ADHÉSION DU ROYAUME-UNI À LA COMMUNAUTÉ.

A CES PROBLÈMES, QUI REMONTENT À LA MÊME DATE QUE LA NAISSANCE DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE, S'AJOUTERONT PLUS TARD CEUX DUS À LA CRISE ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE, AUX PRESSIONS CROISSANTES DES DÉPENSES AGRICOLES SUR LE BUDGET COMMUNAUTAIRE, AUX DÉSÉQUILIBRES ENTRE LES CONTRIBUTIONS ET LES REMBOURSEMENTS POUR CERTAINS ETATS MEMBRES OU AUX TENSIONS NÉES DES PROJETS SUCCESSIFS D'ÉLARGISSEMENT DE LA COMMUNAUTÉ. TOUT CECI A FINI PAR LA MENER À LA SITUATION DRAMATIQUE QUI A ÉTÉ MISE EN ÉVIDENCE LORS DU SOMMET D'ATHÈNES.

ET, POUR TOUTES CES RAISONS, UN PAYS À NETTE VOCATION EUROPÉENNE, LE MIEN, SE VOIT MENACÉ, À CAUSE DE LA CRISE INTERNE DE LA COMMUNAUTÉ, D'UN RETARD INACEPTABLE, DANS LES NÉGOCIATIONSD'ADHÉSION QUI, COMPTE TENU DE LA DISPARITION DES OBSTACLES POLITIQUES DÈS 1976, AURAIENT DÛ ARRIVER À TERME DEPUIS LONGTEMPS.

www.cvce.eu

LE PLUS GRAVE CE N'EST PAS QUE CETTE CRISE COMMUNAUTAIRE INTERNE PUISSE RETARDER ENCORE NOTRE ADHÉSION. LE PIRE C'EST QUE, SI LA CRISE NE SE RÉSOUD PAS D'UNE FAÇON POSITIVE, IL POURRAIT SE FAIRE QUE L'ADHÉSION DE L'ESPAGNE DEVIENNE ENCORE PLUS DIFFICILE QU'ELLE NE L'EST POUR LE MOMENT.

C'EST LA RAISON POUR LAQUELLE NOUS, ESPAGNOLS, NOUS NOUS POSONS SOUVENT DES QUESTIONS COMME CELLES-CI: AVEC QUELLE COMMUNAUTÉ ALLONS-NOUS NÉGOCIER NOTRE ADHÉSION? COMMENT DEVRAIT ÊTRE LA COMMUNAUTÉ QUI SORTIRA DE CETTE CRISE POUR QUE L'INTÉGRATION AU MARCHÉ COMMUN NE SOIT PAS UN TRAUMATISME POUR L'ÉCONOMIE ESPAGNOLE? OU ENCORE: QUEL GENRE DE MODIFICATIONS DANS LES LIGNES ACTUELLES DE LA CONSTRUCTION COMMUNAUTAIRE FAUDRAIT-IL ÉVITER VU LES DIFFICULTÉS QU'ELLES POURRAIENT POSER POUR NOTRE FUTURE ADHÉSION?

NOUS NOUS POSONS CES QUESTIONS PARCE QUE, TRÈS PROBABLEMENT, L'ADHÉSION DE L'ESPAGNE AUX COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES PROVOQUERA, AU DÉBUT, UNE AUGMENTATION CONSIDÉRABLE DE LA PRESSION DES PRODUITS INDUSTRIELS DES AUTRES ETATS MEMBRES SUR LE MARCHÉ ESPAGNOL. CETTE "POUSSÉE" DES IMPORTATIONS NE PEUT ÊTRE COMPENSÉE À COURT TERME QUE PAR DES VENTES PLUS IMPORTANTES SUR LE MARCHÉ COMMUNAUTAIRE DE NOS PRODUITS AGRICOLES ET PAR LES BÉNÉFICES QUE NOUS POURRIONS TIRER DE CERTAINES POLITIQUES COMMUNES, COMME PAR EXEMPLE LA POLITIQUE RÉGIONALE, CE QU'IL N'EST GUÈRE POSSIBLE D'IMAGINER SAUF DANS L'HYPOTHÈSE QUE DE L'ACTUELLE SITUATION DÉLICATE SORTIRA UNE COMMUNAUTÉ RENFORCÉE.

A MOYEN TERME, BIEN ENTENDU, LES AVANTAGES SERONT AUTRES, SURTOUT LA PLUS GRANDE COMPÉTITIVITÉ DE NOTRE INDUSTRIE, STIMULÉE PAR LA CON-

CURRENCE EXTÉRIEURE ACCRUE ET BÉNÉFICIANT D'UNE BAISSE RELATIVE DES "INPUTS", TOUT AU MOINS LES INPUTS IMPORTÉS, QUE L'ON PEUT ATTENDRE DE L'ADHÉSION. CEPENDANT, À COURT TERME, SEULES LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES COMMUNES, COMME LA POLITIQUE AGRICOLE OU LA RÉGIONALE -QUE J'AI DÉJÀ CITÉES À PLUSIEURS REPRISES- PEUVENT NOUS FAIRE PENSER À UNE NEUTRALISATION DE L'IMPACT NÉGATIF DÛ AUX PREMIERS DÉSARMEMENTS INDUSTRIELS. ET N'OUBLIONS PAS QUE CETTE NEUTRALISATION EST ABSOLUMENT NÉCESSAIRE, CAR CE QUE NOUS NE SERIONS PAS À MÊME D'ACCEPTER C'EST QUE NOTRE ADHÉSION AUX COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ENTRAÎNE UN RISQUE D'AGGRAVATION DU DÉSÉQUILIBRE EXTÉRIEUR DÉJÀ CONSIDÉRABLE DE NOTRE ÉCONOMIE, DÛ À UN TAUX DE COUVERTURE DE LA BALANCE COMMERCIALE DE 68% SEULEMENT, ET ENCORE MOINS UNE AUGMENTATION DU TAUX DE CHÔMAGE QUI, À 17%, EST LE PLUS ÉLEVÉ DE L'OCDE.

TOUT CECI EXPLIQUE LA RAISON POUR LAQUELLE LES ESPAGNOLS NE PEUVENT DÉSIRER QU'UNE COMMUNAUTÉ FORTE ET PROSPÈRE. NOS INTÉRÊTS VEULENT QUE LA COMMUNAUTÉ ÉVOLUE VERS LA CONSOLIDATION D'IMPORTANTES POLITIQUES ÉCONOMIQUES COMMUNES, UNIQUEMENT CONCEVABLES PAR AILLEURS SUR LA BASE D'UNE ADMINISTRATION MINUTIEUSE DES "RESSOURCES PROPRES", QUI DOIVENT S'ACCROÎTRE ET QUI NE LE FERONT QUE SI ELLES SONT BIEN ADMINISTRÉES. A UNE ÉPOQUE DE CONJONCTURE DIFFICILE, SEULE UNE COMMUNAUTÉ ENRICHIE PAR DES POLITIQUES AGRICOLE, RÉGIONALE, INDUSTRIELLE, SCIENTIFIQUE ET AUTRES EFFICACES PEUT RENDRE POSSIBLE L'ADHÉSION, SANS CONSÉQUENCES DÉSAGRÉABLES OU ENCORE IRRÉPARABLES, D'UN PAYS DOTÉ D'UNE INDUSTRIE DONT LE NIVEAU DE PRODUCTIVITÉ SE SITUE AUX ALENTOURS DE 74% DE LA PRODUCTIVITÉ INDUSTRIELLE MOYENNE DES DIX.

CETTE CONDITION -CELLE D'UNE COMMUNAUTÉ FORTE- EST NÉCESSAIRE MAIS NON SUFFISANTE POUR QUE L'ADHÉSION DE L'ESPAGNE, PAYS -JE LE RÉPÈTE- MOINS COMPÉTITIF, PUISSE AVOIR LIEU. IL Y A, EN EFFET, UNE AUTRE CONDITION, ÉGALEMENT INÉVITABLE POUR QUE L'ADHÉSION PUISSE SE FAIRE. CETTE DEUXIÈME CONDITION EST DÉTERMINÉE PAR LA SITUATION ACTUELLE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE ET DE L'ÉCONOMIE ESPAGNOLE.

IL SEMBLE CLAIR QUE, À UN MOMENT OÙ LA POUSSÉE INSUFFISANTE DE LA DEMANDE ET LA PROLIFÉRATION DE MÉCANISMES PROTECTIONNISTES OBLIGENT TOUT LE MONDE À RECHERCHER PRESQUE DÉSESPÉRÉMENT LA POSSIBILITÉ DE PLACER SES PRODUITS, UNE LIBÉRALISATION SOUDAINE D'UN MARCHÉ À DIMENSIONS MOYENNES DONNERAIT LIEU, SUR CELUI-CI, À DES PRESSIONS INSUPPORTABLES. PAR AILLEURS, LA SITUATION DÉLICATE DE NOTRE BALANCE DES PAIEMENTS REND IMPENSABLE UNE OUVERTURE QUI NE SERAIT PAS EXTRÊMEMENT PRUDENTE, DE FAÇON À N'AVANCER DANS CE SENS QUE LORSQUE SE SERONT PRODUITS LES EFFETS BÉNÉFIQUES QU'IL CONVIENT D'ATTENDRE DE L'ÉTAPE PRÉCÉDENTE DU PROCESSUS DE DÉSARMEMENT.

EN PARTANT DE CES CRITÈRES, LA CEOE A TOUJOURS ÉTÉ FAVORABLE À CE QUE L'ADHÉSION AUX COMMUNAUTÉS SE FASSE À TRAVERS UNE LONGUE PÉRIODE TRANSITOIRE DE DIX ANS, À CE QUE LES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS DU PROCESSUS D'ADHÉSION SOIENT ASSIMILÉS LENTEMENT ET HARMONIEUSEMENT AU COURS DE CETTE PÉRIODE ET, D'UNE MANIÈRE PLUS CONCRÈTE, À CE QUE L'ON MAINTIENNE UN PARALLÉLISME RAISONNABLE CONCERNANT LES CALENDRIERS DE DÉSARMEMENT INDUSTRIEL ET AGRICOLE.

MALHEUREUSEMENT, LA NÉGOCIATION A SUIVI D'AUTRES VOIES QUI APPARAISSAIENT DÉJÀ EN FILIGRANE DANS UN DES DOCUMENTS INITIAUX DE LA COMMUNAUTÉ RELATIF AUX NÉGOCIATIONS EN VUE DE L'ADHÉSION DE L'ESPAGNE, LA

CVCE www.cvce.eu

"FRESQUE", NOM QUI A ÉTÉ DONNÉ À UNE COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL, DATÉE DU 20 AVRIL 1978, ET À SES DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES. BIEN QUE CE QUI Y FÛT PROPOSÉ EN RÉALITÉ, D'UNE FAÇON PLUS OU MOINS AMBIGUÉ, ÉTAIT UN DÉSARMEMENT INDUSTRIEL RAPIDE, TOUT EN LAISSANT ENTENDRE QUE LES SACRIFICES QUE RÉALISERAIT EN ÉCHANGE LA COMMUNAUTÉ SERAIENT LAISSÉS POUR UNE DEUXIÈME ÉTAPE, LA DÉLÉGATION ESPAGNOLE AUX NÉGOCIATIONS A PRÉFÉRÉ OPTER POUR UNE INTERPRÉTATION "OPTIMISTE" DU DOCUMENT ET TENTER DE NÉGOCIER À PARTIR DE CETTE POSITION, EN RAISON D'URGENCES POLITIQUES DU MOMENT, SANS ATTENDRE D'ESSAYER DE RECTIFIER UNE POSITION INITIALE COMMUNAUTAIRE QUI DEVAIT FORCÉMENT MENER À UNE IMPASSE, CAR ELLE IMPLIQUAIT DES EXIGENCES QUE L'ÉCONOMIE ESPAGNOLE N'EST PAS EN MESURE DE SUPPORTER.

C'EST AINSI EN EFFET QU'AU DÉBUT DE 1984 NOUS NOUS TROUVONS DANS UNE SITUATION OÙ LA COMMUNAUTÉ, CONFORMÉMENT AUX PROPOSITIONS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE QUI, PAR AILLEURS, N'ONT PAS ENCORE ÉTÉ DISCUTÉES EN CONSEIL DES MINISTRES, VOUDRAIT QUE NOUS AYONS ATTEINT POUR LES PRODUITS INDUSTRIELS UN DÉSARMEMENT MOYEN D'ENVIRON 50% DANS UN DÉLAI DE DOUZE MOIS À PARTIR DE L'ADHÉSION. PARALLÈLEMENT, LA COMMISSION PRÉTEND EMPÊCHER NOS FRUITS ET LÉGUMES DE RECEVOIR UN QUELCONQUE AVANTAGE AVANT QUATRE OU SIX ANS APRÈS L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU TRAITÉ D'ADHÉSION. A CECI S'AJOUTENT D'AUTRES EXIGENCES TRÈS SÉVÈRES, COMME PAR EXEMPLE L'APPLICATION DE LA TVA (TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE), AU PLUS TARD AU MOMENT DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU TRAITÉ D'ADHÉSION, ET D'ÉVENTUELLES FORMULES POUR L'HUILE D'OLIVE ET LE VIN DONT NOUS NOUS DOUTONS QU'ELLES POURRAIENT ÊTRE ÉGALEMENT IMPOSSIBLES À ACCEPTER DE NOTRE PART.

A PROPOS DES FRUITS ET LÉGUMES, SIGNALONS QU'IL S'AGIT DU SEUL GROUPE

PARTIELLEMENT, LE DÉSÉQUILIBRE DANS LES ÉCHANGES PROVOQUÉ, AU MOINS DURANT LES PREMIÈRES ANNÉES DE LA PÉRIODE TRANSITOIRE, PAR LA PLUS GRANDE PÉNÉTRATION SUR NOTRE MARCHÉ DES PRODUITS INDUSTRIELS COMMUNAUTAIRES. NOUS NE SAURIONS PAS RENONCER À CETTE POSSIBILITÉ DE COMPENSATION DANS LES ÉCHANGES AVEC LA COMMUNAUTÉ À TRAVERS LE SECTEUR DES FRUITS ET LÉGUMES, COMPTE TENU DE L'IMPORTANT DÉFICIT COMMERCIAL EXISTANT AVEC D'AUTRES ZONES. NOUS NOUS TROUVERIONS DANS UNE SITUATION CATASTROPHIQUE DANS LE CAS OÙ S'Y AJOUTERAIT UN DÉSÉQUILIBRE AVEC LES DIX, PAYS AVEC LESQUELS NOUS RÉALISONS 40% DE NOTRE COMMERCE EXTÉRIEUR ET PAR RAPPORT AUXQUELS NOUS SOMMES ARRIVÉS À RÉDUIRE SENSIBLEMENT LE FORT DÉFICIT COMMERCIAL QUI ÉTAIT LE NÔTRE.

EN OUTRE, REMETTRE À UNE DEUXIÈME PHASE LA LIBERTÉ DE CIRCULATION DES PRODUITS AGRICOLES QUI NOUS INTÉRESSENT LE PLUS ÉQUIVAUDRAIT AU CONTRESENS SUIVANT: TOUT EN ÉTANT UN ÉTAT MEMBRE DE LA COMMUNAUTÉ, NOUS CONTINUERIONS À NOUS TROUVER, PAR RAPPORT À CELLE-CI, EN ÉTAT DE "PAYS DEMANDEUR". AVEC LA DIFFÉRENCE TOUTEFOIS QU'AUJOURD'HUI NOUS AVONS LA POSSIBILITÉ D'OUVRIR OU NON NOTRE MARCHÉ INDUSTRIEL ET D'INSTAURER OU NON LA TVA, ALORS QU'APRÈS LA SIGNATURE DU TRAITÉ D'ADHÉSION CE NE SERA PLUS LE CAS.

IL N'EST PAS IMAGINABLE QU'UN GOUVERNEMENT ESPAGNOL, QUEL QU'IL SOIT, PUISSE SIGNER UN TRAITÉ D'ADHÉSION DANS CES CONDITIONS. CE GENRE D'ATTITUDES FONT QUE L'ON ENTRE DANS UNE ORGANISATION POUR, PEU APRÈS, DISCUTER DE L'OPPORTUNITÉ D'Y RESTER. UNE ADHÉSION AUX COMMUNAUTÉS FONDAMENTALEMENT DÉSÉQUILIBRÉE POURRAIT PROVOQUER, PAR LA SUITE, UNE TENTATIVE DE RENÉGOCIATION DU TRAITÉ D'ADHÉSION OU, CE QUI SERAIT ENCORE PIRE, UNE SITUATION DRAMATIQUE, À SAVOIR QU'IL NOUS FAILLE Y RENONCER.

CVCE www.cvce.eu

CONFEDERACION ESPAÑOLA
DE ORGANIZACIONES EMPRESARIALES

IL NE SERAIT GUÈRE PRUDENT DANS CE CAS DE POURSUIVRE LES NÉGOCIATIONS D'ADHÉSION SUIVANT LES VOIES ACTUELLES. LES URGENCES POLITIQUES NE DOIVENT PAS FAIRE PENSER AUX NÉGOCIATEURS QUE CE SERAIT UNE PERTE DE TEMPS QUE D'ESSAYER DE REPOSER À FOND LES BASES DE LA NÉGOCIATION À PARTIR DE CRITÈRES PLUS RÉALISTES, C'EST-À-DIRE DE RECONDUIRE CETTE NÉGOCIATION. IL FAUT QU'ILS PENSENT QU'ILS PERDENT PLUS DE TEMPS EN CONTINUANT SUR UNE VOIE IMPOSSIBLE CAR, PLUS ILS S'Y AVANCENT, PLUS ILS METTRONT DE TEMPS PLUS TARD À REVENIR AU POINT DE DÉPART, CONDITION PRÉALABLE POUR ENSUITE S'ENGAGER DANS UNE NOUVELLE DIRECTION SUSCEPTIBLE DE LES AMENER À UN BUT ACCEPTABLE.

AFIN QUE CECI NE SE PRODUISE PAS -ET JE ME PERMETS D'INSISTER UNE FOIS DE PLUS- ET CETTE FOIS DANS LE PAYS QUI OCCUPE ACTUELLEMENT LA PRÉSIDENCE DU CONSEIL DES COMMUNAUTÉS, JE TIENS À DIRE QUE L'ADHÉSION NE SERAIT PAS CONSTRUITE SUR DES BASES SOLIDES S'IL N'ÉTAIT PAS TENU COMPTE DE CE QUI SUIT:

- PREMIÈREMENT, LE MOINDRE DEGRÉ DE COMPÉTITIVITÉ DE L'INDUSTRIE ESPAGNOLE QUI REND RECOMMENDABLE UN AMPLE CALENDRIER DE DÉSARMEMENT INDUSTRIEL ET UNE RÉPARTITION DES RÉDUCTIONS DES TARIFS DOUANIERS SELON UN RYTHME UNIFORME TOUT AU LONG DE CELUI-CI;

- DEUXIÈMEMENT, LA NÉCESSITÉ D'UN ÉQUILIBRE APPROPRIÉ ENTRE LES SACRIFICES À FAIRE ET LES BÉNÉFICES À OBTENIR PAR L'AGRICULTURE ET L'INDUSTRIE DES DEUX PARTIES PENDANT LA PÉRIODE DE TRANSITION; ET

- TROISIÈMEMENT, LE FAIT QU'IL FAILLE TROUVER DES SOLUTIONS ADÉQUATES POUR QUE LA LIBRE CIRCULATION DES PRODUITS AGRICOLES, QU'ON NE PEUT

ABSOLUMENT PAS REMETTRE À PLUS TARD, NE DONNE PAS LIEU À DES SITUATIONS DRAMATIQUES DANS QUELQUES SOUS-SECTEURS AGRICOLES, EN ESPAGNE OU DANS CERTAINS ETATS MEMBRES.

MON EXPOSÉ CONCERNANT LA POSITION DU PATRONAT ESPAGNOL FACE À L'INTÉGRATION EUROPÉENNE NE SERAIT PAS COMPLET SI JE N'ÉVOQUAIS PAS L'ÉVENTUALITÉ, BIEN SÛR PEU AGRÉABLE, QUE NE SE PRODUISE PAS À COURT TERME L'ADHÉSION DE L'ESPAGNE AU MARCHÉ COMMUN.

JE NE PEUX TOUTEFOIS MANQUER D'ÉVOQUER CE SUJET, ÉTANT DONNÉ LES DIFFICULTÉS CROISSANTES QUE SEMBLE POSER CETTE ADHÉSION ET QUE, À L'OCCASION DU SOMMET D'ATHÈNES, LE CHEF DE L'ETAT D'UN DES DIX A FAIT ALLUSION EN PUBLIC ET POUR LA PREMIÈRE FOIS À LA POSSIBILITÉ DE LA NON ADHÉSION.

CE QUI M'INQUIÈTE CE N'EST PAS QUE L'ON ÉVOQUE CETTE POSSIBILITÉ, MAIS PLUTÔT QU'UNE TELLE PRISE DE POSITION PUISSE NAÎTRE DU DOUTE QUE LES MODALITÉS QUI VONT NOUS ÊTRE PROPOSÉES POUR LE TRAITÉ D'ADHÉSION FUSSENT TELLEMENT DURES, QUE LE GOUVERNEMENT ESPAGNOL SE TROUVERAIT DANS L'IMPOSSIBILITÉ DE LES ACCEPTER.

J'ESPÈRE QUE CECI N'ARRIVERA PAS. JE PRÉFÈRE PENSER QU'UNE TELLE INTERPRÉTATION N'EST PAS POSSIBLE, SURTOUT COMPTE TENU DU FAIT QUE LA PRISE DE POSITION EN QUESTION PROVIENT DE LA PLUS HAUTE AUTORITÉ D'UN PAYS VOISIN ET TRADITIONNELLEMENT AMI QUI, EN OUTRE, VU LE CALENDRIER DE ROTATION À LA PRÉSIDENCE DU CONSEIL DES COMMUNAUTÉS, VA PROBABLEMENT JOUER UN RÔLE DÉCISIF DANS LA DÉFINITION DE LA POSITION NÉGOCIATRICE DES DIX.

DE TOUTE FAÇON, IL NE FAUT PAS OUBLIER QUE L'OPINION PUBLIQUE ESPAGNOLE ET, J'IMAGINE ENCORE PLUS, LES MILIEUX OFFICIELS, SONT DAVANTAGE CONSCIENTS DU FAIT QU'IL NE S'AGIT PAS SEULEMENT D'ADHÉRER À LA COMMUNAUTÉ, MAIS SURTOUT D'Y ADHÉRER DANS DES CONDITIONS TELLES QUE LE RÉSULTAT SOIT POSITIF POUR LES DEUX PARTIES. EN D'AUTRES TERMES, LA POSITION DES CHEFS D'ENTREPRISES -QUE J'AI DÉJÀ RESUMÉE IL Y A QUELQUES ANNÉES PAR LA PHRASE "OUI À L'ADHÉSION, MAIS PAS À N'IMPORTE QUEL PRIX"- A FAIT TACHE D'HUILE.

IL CONVIENT CEPENDANT DE DIRE CLAIREMENT QUE, POURVU QUE L'ON NOUS PROPOSE DES CONDITIONS À L'INTÉGRATION IMPLIQUANT UN ÉQUILIBRE RAISONNABLE ENTRE LES INTÉRÊTS DES PARTIES, NOUS SOMMES DISPOSÉS À NÉGOCIER UTILEMENT. JE CROIS QU'IL N'EST PAS NÉCESSAIRE D'INSISTER SUR LE FAIT QUE, SI JUSQU'À MAINTENANT LA NÉGOCIATION A EU LIEU LENTEMENT ET QU'ON N'EST PAS ARRIVÉ À ENTRER DANS LE VIF DU SUJET, CECI N'A PAS ÉTÉ DÛ À LA DÉLÉGATION ESPAGNOLE. A TOUT MOMENT NOUS AVONS ÉTÉ ET NOUS CONTINUONS À ÊTRE DISPOSÉS À NÉGOCIER À FOND ET DE MANIÈRE EFFICACE. IL EST IMPORTANT DE TENIR COMPTE DE CECI, SURTOUT DANS LE CAS OÙ LES NÉGOCIATIONS ENTRERAIENT DANS UNE IMPASSE, CHOSE QUI, JE L'ESPÈRE SINCÈREMENT, NE SE PRODUIRA PAS.

SI LE CAS SE PRÉSENTAIT, CE QUE J'ESTIME IMPROBABLE, ET AU DEMEURANT NON SOUHAITABLE, IL FAUDRAIT ALORS FAIRE UN EFFORT CONJOINT D'ANALYSE ET D'IMAGINATION, AFIN DE VÉRIFIER SI LA DIFFICULTÉ NE SERAIT PAS DUE À UNE MAUVAISE VOIE PRISE DEPUIS LE DÉBUT ET QU'IL FAUDRAIT RECTIFIER INTÉGRALEMENT.

IL CONVIENDRAIT DE FAIRE UN GROS EFFORT POUR ÉVITER DE SE LANCER DANS LA VOIE STÉRILE DES REPROCHES MUTUELS ET DE LA RECHERCHE DE SOI-DISANT ALTERNATIVES QUI, EN RÉALITÉ, N'EN SERAIENT PAS. CE NE SERAIENT QUE DE SIMPLES SOLUTIONS DE RECHANGE QUI ABAISSERAIENT LE TON DE NOTRE DIALOGUE À UN NIVEAU IMPROPRE DE CE QUE L'ON PEUT ÊTRE EN MESURE D'ATTENDRE, ET MÊME D'EXIGER, DE NOS PAYS RESPECTIFS ET DU HAUT NIVEAU DE RESPONSABILITÉ QU'ILS ONT LE DEVOIR D'ASSUMER, POUR DE MULTIPLES RAISONS.

J'AI L'ESPOIR QUE NOUS ARRIVERONS À DÉPASSER LES DIFFICULTÉS POSÉES PAR LES PROBLÈMES SPÉCIFIQUES POUR NOUS ÉLEVER AU PLAN DE LA GÉNÉROSITÉ ET DU VÉRITABLE ESPRIT EUROPÉISTE. CE QUI NE SIGNIFIE EN AUCUNE MANIÈRE PERDRE DE VUE DES RÉALITÉS ÉCONOMIQUES AUXQUELLES IL FAUT TOUJOURS PRÊTER ATTENTION CAR, SINON, NOUS RISQUERIONS DE CONSTRUIRE EN TERRAIN SABLONNEUX.

PERSONNELLEMENT, JE CROIS À L'IDÉE EUROPÉENNE ET J'AI CONFIANCE EN LA CAPACITÉ DES HABITANTS DE CE CONTINENT POUR RENFORCER ENTRE LEURS PEUPLES RESPECTIFS LES LIENS DE SOLIDARITÉ ÉCONOMIQUE, EN TANT QUE VOIE VERS UN AVENIR POLITIQUE COMMUN ET PROMETTEUR. ET JE PENSE, COMME TANT D'AUTRES, POUR NE PAS DIRE COMME TOUS LES AUTRES EUROPÉENS, QUE L'ESPAGNE NE PEUT PAS ÊTRE ÉTRANGÈRE À CETTE TÂCHE.

C'EST À PARTIR D'EFFORTS PERMANENTS ET BIEN ORIENTÉS QUE SE RÉALISENT LES PROJETS AMBITIEUX. C'EST POURQUOI VOUS ME PERMETTREZ DE CONCLURE EN VOUS FÉLICITANT POUR VOTRE TÂCHE. C'EST GRÂCE À DES RÉALISATIONS AUSSI MAGNIFIQUES QUE L'INSEAD QUE NOUS FERONS L'EUROPE, NON "PAS D'UN SEUL COUP, NI DANS UNE CONSTRUCTION D'ENSEMBLE", COMME L'A DIT UN DES PÈRES [illegible] "PAR DES RÉALISATIONS CONCRÈTES CRÉANT D'ABORD UNE